



Ecrire à voxpopuli2009@gmail.com

Lundi 13 juillet 2009 - Page 7

L'ère de l'écologie...

Hypocrisie. Sens des affaires. Comment appeler ça autrement quand on sait que la planète va si mal aujourd'hui, pour reprendre l'un de leurs grands slogans, et réel cheval de bataille et qui plaît à certains pseudo-intellectuels locaux bien de chez nous.

En fait, si la planète va si mal, ce n'est certainement pas parce que le réchauffement climatique risque de nous emporter tous. Non, en fait, si la planète va si mal, c'est juste parce que 90% des richesses du monde sont détenues par 10% des habitants de la planète, et devinez de quel côté de la sphère se concentre ces 10 % ? Eh oui, le Nord, toujours le Nord.

Les mêmes qui ont exploité tellement de peuples, tellement de terres, qui se sont faits, qui se sont construits, à coup d'émanations de carbone, de gaz à effet de serre, de pollution aussi diverses que variées. Ces mêmes gens, qui nous servent un discours se disant moral, se disant moderne.

En fait la solution est toute trouvée. Après avoir utilisé l'échelle, il ne

trouve pas mieux à nous proposer que de la balancer et de dire aux restes du groupe, qui tente tant bien que mal d'atteindre le sommet, de se débrouiller sans. Eh oui, trop polluante l'échelle, nous dit-on.

En fait, le calcul est simple, un produit de 10 DA reviendrait à 100 DA suivant les contraintes, normes et mesures prises pour sauver notre chère planète qui a donné tellement à certains et qui va certainement encore donner beaucoup et longtemps. Alors pourquoi produire à 100 DA quand on peut l'avoir à 20, prix de frères, prix d'amis par l'Occident.

Et ainsi faire de ces petits Africains, de ces petits du Sud, les éternels consommateurs des bien faits de l'Occident. Le Sud, la plus grande friperie de l'univers.

«Je me méfie des Grecs même quand ils offrent des cadeaux.»

La guerre de Troie
Hamlet16000@hotmail.fr

Affaire des moines : affaires d'État !

Ça commence par les déclarations d'un général retraité de la GSE, les services secrets français, ancien attaché de défense à Alger, puis s'enchaîne l'intervention d'un ancien chef du gouvernement et enfin, la déclaration de Sarkozy sur le mensonge et la vérité entre grands Etats et sur la levée du secret défense. Ça ressemble à une orchestration haute voltige ! Mais c'est avant tout l'ouverture des hostilités, dans le silence accablant des autorités algériennes.

Mais que dit le témoignage du général Buchwalter ? Qu'un officier algérien lui a raconté que son frère lui a raconté... De même sur le meurtre de l'évêque d'Oran, Mgr Claverie, en 1996, qu'il lie, sans preuves aux auteurs du même crime : «L'armée algérienne !» Voilà que la manipulation subsensorielle de l'opinion chemine vers la schématique du «qui-

tue-qui !», où les réseaux islamistes de Genève, Paris, Berlin, Madrid et Londres ont été exploités à souhait. Bientôt ce sera le tour des «attentats de Paris», «le détournement de l'avion d'Air France, les massacres...» S'il n'y a aucune nouvelle preuve tangible dans ce dossier, une certitude est maintenant soulignée d'un trait officiel qui ne souffre plus aucun doute : Les autorités françaises, ses services d'intelligence en premier ordre, étaient dès le début acquises aux thèses de la fameuse nouvelle «question» du «qui-tue-qui ?». Souvenons-nous du premier rapport condamnant les autorités algériennes de l'organisation de défense des droits de l'homme, qui n'est venu... qu'en 1997. Souvenons-nous aussi du témoignage de «Nicole Chevillard (journaliste, Risques internationaux) : «Après les

attentats de Paris, j'ai été appelée pour consultation par la DST dirigée officiellement par Philippe Parent. Raymond Marthe, un spécialiste des questions algériennes, qui était présent, défendait les positions des services algériens. Philippe Parent, proche de Juppé, me demande, en 1995, une étude pour voir comment faire fléchir les généraux algériens et leur faire accepter les accords de Rome.» [Voir : Débat sur Françalgérie à Paris : La France accusée de complicité <http://www.algerie-dz.com/article839.html>].

Ensuite, toute la déferlante de témoins qui obtenaient quasi-automatiquement le statut de réfugié en France, qui était refusé à des intellectuels algériens menacés par les islamistes, témoins devenus auteurs de livres, célèbres, sur la thèse du «qui-tue-qui ?»... La liste est longue mais

elle atteste du double jeu de la politique française : une position officielle quasi neutre ou affichant un «soutien au peuple algérien contre le terrorisme», et une autre officieuses derrière les ONG et certains groupuscules pour faire avancer la thèse de l'implication «organisée» et «délivrée» de l'armée algérienne dans les exactions contre la population... et par extension, l'Etat algérien auquel il a été désormais taillé, par un travail de longue haleine, un costume sur mesure de «pouvoir militarisé». En parallèle, c'est toute la rhétorique sur les «bienfaits de la colonisation» avec la relégation au degré de simples erreurs — et peut-être sous forme de dommages collatéraux, voire de «bavures» — de cette «mission civilisatrice de la France» qui est déployée pour couvrir les véritables chefs d'inculpation que retient encore l'Histoire

et qu'une rive de la Méditerranée reproche à l'autre : les innombrables crimes contre l'humanité de la colonisation !

Que des individus, quel que soient leur habit, leur culte ou leur origine, eurent été assassinés et qu'on veuille connaître toute la vérité et faire appliquer la justice est une chose, que les jeux de pouvoir, les manigances des services d'intelligence et les intrigues à peine feutrées des grandeurs nationalistes s'en mêlent pour des objectifs inavoués, c'en est une autre ! Mais si coup pour coup il fallait répondre : souvenons-nous aussi du huitième mort de Tibhirine, le journaliste David Contant, de la campagne de calomnie organisée par les mêmes officines dont il est établi qu'il eut été victime... Posons-nous aussi la question sur les circonstances de sa mort. Car s'il y a des journalistes qui ont la conscience de chercher à savoir ce dont a été vraiment victime leur confrère, ils se rendraient sur le lieu de son dit suicide.

L'immeuble est fait d'une façade raide, qui ne permet pas à une personne qui se jette de tomber chez le voisin du dessous. Et même si les secrets de la physique ne nous ont peut-être pas tout révélés, comment peut-on envisager qu'une personne qui se jette de son balcon et tombe chez le voisin du dessous se relève pour retenter ce geste si dur et si impensable qui est de mettre fin à sa vie ? Cela ressemble au suicide à deux balles dans la tête !

Comment peut-on ignorer que le défunt avait fait état d'être suivi par les services secrets français juste avant le drame ? Alors qu'il revenait d'un voyage et comptait publier une enquête contre la thèse officieuse qui faisait rage dans les cercles maîtres-penseurs parisiens ? Ainsi soit-il, puisque des journalistes, comme la justice d'un Etat dit de droit et des lumières, (!) accordent le rôle de témoin à des personnes qui avouent n'avoir rien vu et puisque, ainsi, les plus grandes enquêtes se bâtissent sur les plus simples polémiques...

L. G.

LE BILLET DE
M. BENREBIAI

Le pingre

Dépenser est un mot que B... abhorre. Au marché, au café ou au resto, il ne manquera jamais de vous faire le coup de celui qui a oublié son argent chez lui.

Déboursier est, par contre, le lot de tous ceux qui le côtoient.

Abordé, un jour, par une vieille mendicante, il demanda une pièce, à son compagnon du jour, pour en faire l'aumône. Quand on est pingre, on veut s'offrir même les «hassanates» à l'œil.

M. B.

VOS MESSAGES

● Lettre ouverte au ministre de la Santé

J'ai l'honneur de vous saisir par le présent rapport pour interpellier votre attention sur la négligence de certains médecins et infirmiers du service de réanimation de l'hôpital Khelil-Amrane de Béjaïa. La négligence conjugée à la complication de la maladie de ma sœur, Boukhenfir Souhila, âgée de 23 ans, hospitalisée au sein dudit établissement hospitalier depuis le 14 mars dernier.

Son état de santé qui était stationnaire durant le 1^{er} mois de son hospitalisation, tendant à s'améliorer quelques jours après, s'est aggravé davantage il y a 15 jours. Cette rechute soudaine, qui demeure inexpiquée, est imputée à une négligence grave consécutive au sevrage (respiration artificielle).

Tenant pour responsable le chef de service «réanimation» et le directeur de l'hôpital pour l'irresponsabilité de certains médecins et infirmiers, je vous informe, Monsieur le ministre, que je me vois dans l'obligation de saisir qui de droit, le ministère de la Santé en l'occurrence, pour faire valoir mes droits. De plus, l'hôpital de Béjaïa n'est pas à sa première récidive, puisque plusieurs médecins y exerçant n'ont eu de cesse de comparaître devant la justice pour répondre de leurs erreurs médicales et négligences. Je tiens à vous informer également, Monsieur le ministre, qu'en voulant s'enquérir de l'état de santé de ma sœur, la chef du service «réanimation» et les médecins et infirmiers n'ont trouvé mieux pour éluder ma curiosité légitime que de me dire : «ça ne te regarde pas... !», pour reprendre leurs propres mots.

Un comportement peu amène qui n'est sûrement pas digne d'un porteur du «titre de noblesse», en ce sens que l'on peut qualifier d'irresponsable voire irrespectueux. Par ailleurs, que fut grande la déception de ma mère en voulant s'informer de l'état de santé de sa fille. Elle a appris que les jours de sa fille étaient en danger et que ses chances de survie étaient très minimes. Il était question de quelques jours, avait-elle prédit.

Monsieur le ministre, connaît la vérité sur la maladie et l'état de santé de ma sœur est un droit que la loi a dévolu aux parents d'un malade.

Deux mois après son hospitalisation, la nature de sa maladie demeure entourée par l'ambiguïté.

Alors que certains médecins confirment la piste du syndrome de Guillain Barré, d'autres parlent d'une autre piste, à savoir... la méningite. Deux mois pour ne rien savoir de son cas ? Attendre plus de deux mois, le 18 mai, pour effectuer un scanner du cerveau dont les résultats sont négatifs ? Autant d'interrogations qui laissent penser que le service de réanimation est plongé, lui aussi, dans un coma profond. Il va de soi que la négligence règne en maître au sein de l'hôpital Khelil-Amrane de Béjaïa, réduit à un vrai mouroir.

Vous interpellant encore une fois sur la gravité de la situation, je vous prie, monsieur le ministre, d'agir promptement pour prendre les mesures nécessaires afin d'y remédier.

H. Sabah

● Merci INPS d'avoir fait de tes étudiants des «ânes-tellectuels»

Il y a de quoi être outré ! Personnellement je suis révoltée contre le système éducatif qu'offre l'Institut national de de planification et statistiques Ben Aknoun. Je ne parlerai pas au nom de ceux dont je ne fais pas partie (les ingénieurs d'Etat), je parlerai donc au nom de tous les T. S. au sein de cet institut. Cette catégorie d'étudiants si marginalisée et si mal formée.

Les profs qui sont censés être responsables des «futurs cadres» ont baissé les bras, certains allant en vacances à l'étranger en plein début de l'année. Après avoir inondé leurs étudiants de photocopies, ils donnent alors à leurs étudiants des exercices à faire à la maison et ordonnent de revenir le jour d'examen avec les solutions pour les recopier directement. Les étudiants se retrouvent alors avec des 19, des 18 et même des 20 dans un module dont ils ne connaissent que le nom !

Certains font passer à leurs étudiants des examens en «oral». Imaginez une section de plus de 350 étudiants attendant dans le maigre couloir de la salle des profs. Bien évidemment, notre prof est très occupé, donc M. arrêtera l'examen dès qu'il aura faim et ne reviendra que le lendemain pour interroger ceux qui restent.

Des profs qui notent selon la disposition des

noms sur un exposé. Les deux premiers étudiants qui auront écrit leur nom en premier (sur la page de garde) auront un 16/20, alors que les deux derniers auront un 11/20... nom de Dieu !

Comment peut-on avoir deux notes différentes pour un même travail ?! Et il y a pire, ceux qui ne viennent jamais. Et le jour de l'examen, il n'y a tout simplement pas d'examen, le chef de département des T.S. a trouvé comme solution à ce problème, de nous garder encore pour un semestre (septembre -janvier), donc l'obtention de notre diplôme de T.S. sera reporté à 2010. Sinon, on devra exposer un «expo» sur un module qu'on n'a jamais connu, la note de cet expo sera celle de l'examen.

Il n'y aura pas de délibérations, les étudiants ignorant leurs notes devront tous passer au rattrapage. Et qui dit rattrapage dit plus de possibilités d'accès à l'ingéniorat...

Merci INPS d'avoir brisé nos rêves.

Merci INPS de nous avoir mal formés.

Merci INPS de nous avoir enseigné le module «avoir honte de soi» !

Merci surtout d'avoir fait de nous des ânes-tellectuels !

Je m'excuse auprès des lecteurs pour les fautes d'orthographe que j'ai pu commettre, mais que voulez-vous ? Les cactus ne donnent pas de raisins !

Lounes Imène,
20 ans mais déjà vieille !

● Lettre d'un harrag qui est bien arrivé

Certes j'ai pu obtenir un visa, certes j'ai pris l'avion, mais puisque je ne retournerai plus jamais dans ce pays qui n'a jamais été le mien, ni le vôtre d'ailleurs, je considère que je suis un Harrag ! Ceux qui l'ont compris et ne pourront jamais avoir de visa font avec ce qu'ils ont sous la main, c'est-à-dire un radeau. Alors au nom de quoi ceux qui se sont accaparés les richesses de tout un peuple, et qui continuent, se permettent-ils de punir ceux qui veulent fuir. Quel est ce pays qui punit ainsi ses enfants ? Et quels sont ces dirigeants qui imposent des lois anticonstitutionnelles. Mais même la Constitution, ils l'ont trafiquée.

Hamou

TEXTO

A mon frère Boutiche Tahar, toi qu'on surnommaït l'intellectuel de la famille, toi qu'on aimait et qu'on respectait dans la famille et à El-Eulma. Grâce à tes efforts et ton savoir-faire, j'ai appris à lire et à devenir ce que je suis ; grâce à ton amour du savoir, j'écris à mon journal préféré, toi mon frère que j'aime de tout mon cœur, tu nous as quittés le 7 juillet, dans le bloc opératoire d'une clinique à Dely-Brahim sur la table d'opération.

Je pleure ton départ précipité, tu es parti en nous claquant la porte au nez, sans nous dire au revoir, ni aviser ; tu me manques tellement, frère chéri, ma blessure est béante et ne se cicatriscera jamais. Reposes en paix. Ta présence est en moi et ne me quittera jamais. Merci pour tous les efforts que tu as fait pour ta petite sœur Maïssa qui te doit beaucoup et qui ne t'oubliera jamais, jamais.

M. l'Algérienne

Ecrire à : voxtexo@gmail.com